

Document d'étape « CP50 »

Contributions des personnalités qualifiées

A la suite du lancement de la démarche Corsica Pruspettiva fin 2022, un collège des personnalités qualifiées a été formé conformément à la délibération 22/140 AC.

Sa première tâche a été de dresser une « toile de fond » mettant en lumière les grandes mutations à venir qui pourront impacter le territoire corse.

Pour ce faire, des premières notes de cadrage ont été produites début 2023. Ce document présente dans cette perspective les premières contributions de :

- Marc Muselli sur les thématiques « Energie et Climat »
- Jean-Dominique Giuliani sur les thématiques « Europe et Géopolitique »
- Christian Mantei sur la thématique du « Tourisme »
- Sébastien Simoni sur la thématique des « Nouvelles Technologies »
- Charles-Henri Filippi sur les thématiques de « l'Economie et des Finances »

Sur la base de ces premiers éléments, trois réunions se sont tenues en mars, avril et mai 2023, pour approfondir ces sujets et proposer dans un second temps, aux autres collègues et conformément aux engagements pris fin 2022, une sélection de thématiques-clés à explorer.





Marc Muselli

Energie et Climat

CHANGEMENTS CLIMATIQUES : RESILIENCE ET MIGRATIONS

Contexte

Le GIEC, dans son dernier rapport (le 5ème du nom), identifie pour la première fois la Méditerranée occidentale comme un hotspot fortement impacté par les changements globaux du climat. D'ores et déjà, les impacts du changement climatique sont observables sur les milieux, particulièrement sur les îles. L'inertie de la « machine climatique » impose que l'Homme ne peut plus changer la trajectoire actuelle d'ici à 2050-2060. Tout au plus, les mesures prises aujourd'hui auront un impact positif pour la fin du siècle. Ainsi, sur le plan du climat, ce qui va se passer d'ici 2050 est déjà écrit. La Corse, terre d'innovations dans la résilience climatique ?

Résilience climatique

La résilience s'entend par la capacité d'un territoire à anticiper, agir et se transformer pour réduire sa vulnérabilité face aux aléas climatiques. Aussi, on ne parle pas ici d'adaptation qui intègre une notion de réaction à l'observation, mais bien de notion d'anticipation.

La Corse connaîtra dans les prochaines décennies des bouleversements climatiques dont les impacts sont pour la plupart bien décrits dans la littérature. Des conséquences environnementales, sanitaires, économiques, énergétiques, d'aménagement du territoire, des flux de population internes et/ou externes en seront les principaux marqueurs.

A l'horizon 2050¹, la température de l'air augmentera de 1,5 à 2,5°C à Ajaccio, l'évapotranspiration des sols augmentera de 10% et il y aura une diminution sensible des précipitations de l'ordre de 5 à 10%. Ces changements entraîneront des périodes de canicule prolongées et répétitives en Corse, avec une intensification avec un glissement de ces vagues de chaleur sur la fin de l'année civile (automne caniculaire).

¹ Travaux scientifiques personnels

Les futures conditions climatiques conduiront à une redistribution² de la biodiversité faunistique et floristique en rivière, en mer (acidification), sur terre et dans l'air. De nouvelles espèces invasives contribueront à modifier les écosystèmes et certaines espèces endémiques seront menacées d'extinction (vulnérabilité aux pathogènes introduits).

Les conséquences environnementales s'apprécieront avec des risques naturels augmentés, tout particulièrement le stress hydrique (eau potable), les incendies, les vagues de chaleur, l'érosion côtière, les submersions marines des infrastructures portuaires et aéroportuaires (Poretta, Campo del'Oro), les événements météorologiques extrêmes (tempêtes et médicane³). Cela pourrait avoir comme conséquence des flux de populations quittant le proche littoral pour une migration altitudinale⁴.

La modification des conditions du climat et l'introduction de nouvelles espèces augmenteront l'émergence de maladies exogènes⁵ et potentiellement des pollutions altérant la qualité de l'eau et de l'air.

Le changement climatique pourrait entraîner des conséquences sur les ressources naturelles de l'île tout particulièrement en lien avec nos savoir-faire localisés dans les espaces de faibles densités de population, loin des centres urbains⁶. Le stress hydrique entraînera des conséquences sur la ressource en eau pour l'agriculture et l'élevage. Les productions viticoles, arboricoles, fourragères et maraichères seront impactées, ce qui pourra générer une inflation des coûts de production et une baisse de la compétitivité des produits locaux vis-à-vis d'une concurrence toujours plus mondialisée.

Migrations climatiques

La mise en perspective des chocs exogènes à l'horizon 2050 ne peut être pleinement appréhendée si elle se limite uniquement à l'échelle locale. Un climat plus chaud, plus

² Nous parlons ici de redistribution spatiale (principalement altitudinale) et génotypique (sous l'effet d'invasions exogènes)

³ Exemple : Médicane « Apollo » du 30 octobre 2021 à l'Est de l'île Lampedusa

⁴ Selon le CEREMA, près de 5% et 4% de la population des départements 2B et 2A sont exposés au risque submersion, cela concernerait 57% des entreprises insulaires

⁵ L'exemple du moustique tigre venue d'Asie est frappant : vecteur de maladies telles que le zika, la dengue ou le chikungunya. Apparu en

France en 2004 et dont l'expansion spatiale en lien à des conditions météorologiques propices l'amène à être localisé près du bassin parisien aujourd'hui.

⁶ Vecteur de nouvelles migrations vers les centres urbains ou périurbains

sec induira indubitablement des flux migratoires Sud-Nord en Méditerranée. La Corse se trouvant sur le couloir de migration en sera nécessairement impactée.

Le GIEC prévoyait qu'entre 75 et 250 millions de personnes seraient touchées dans les années 2020 par des pénuries d'eau en Afrique et en Asie ; il indiquait également que « les quantités d'eau douce disponibles dans le centre, le sud, l'est et le sud-est de l'Asie, en particulier dans les grands bassins fluviaux, devraient diminuer, ce qui, associé à la croissance démographique et à l'augmentation de la demande liée à l'élévation du niveau de vie, pourrait affecter plus d'un milliard de personnes d'ici à 2050 ». Ces conditions de vie altérées généreront des flux migratoires importants.

La dégradation des terres, les conflits armés, l'insécurité foncière et l'absence de précipitations sont les principaux moteurs de la migration environnementale, tandis que la fertilité et la productivité des terres sont des facteurs d'attraction majeurs. Ce constat permet de conclure que les populations du Sahel et d'Afrique du Nord chercheront à se déplacer en masse, du Sud vers le Nord, dans le couloir de la Méditerranée centrale.

Le modèle qui influence ces migrations est induit par la rareté de l'accès à l'eau et à la nourriture. Cette contraction des ressources est principalement liée à une mauvaise gestion des ressources naturelles, ce qui exacerbe les conflits sur les territoires d'origine. Selon certains auteurs, il est important d'étudier la causalité entre le climat, les conflits et les migrations. Le critère économique n'est pas la seule cause des migrations déjà observées. De plus en plus, les politiques régionales et européennes intègrent le facteur climatique comme étant une des causes potentielles des migrations de ces nouveaux "migrants environnementaux", également appelés "réfugiés climatiques".

Compte tenu de l'inertie du système climatique, on peut imaginer que les migrations prochaines auront un caractère sur le long terme – voire définitif – sur des distances à l'échelle internationale, contrairement à ce qui peut être observé lors d'un événement climatique soudain (déplacement de population de court terme et de courte distance).

Sur un plan local, les principales conséquences seront une pression démographique en forte augmentation, un marché du travail modifié, une urbanisation qui devra s'adapter, une plus grande insécurité alimentaire (accès à l'eau et à la nourriture) ainsi qu'une possible aggravation de la pauvreté.

Il semble donc avéré qu'il est nécessaire d'impliquer et d'incorporer la relation entre migration et changement climatique dans les domaines d'action des collectivités publiques.

APPROVISIONNEMENT ET PRECARITE ENERGETIQUES

Contexte

La contraction des réserves mondiales connues en source d'énergie primaire contraint à l'émergence d'un nouveau paradigme énergétique. L'augmentation croissante du prix de l'électricité sera un facteur de précarité énergétique à l'échelle de nombreux foyers insulaires. Là encore, les changements globaux provoquent d'ores et déjà des modifications sensibles de la consommation d'énergie avec un besoin croissant d'énergie en période estivale (climatisation) rattrapant année après année, la pointe de consommation hivernale (chauffage). Un point concerne également le sujet de la mobilité durable (électricité, dihydrogène) avec la nécessité de s'adapter d'ici 2035 à la récente décision de l'Union Européenne de stopper la production de véhicules thermiques. Ainsi, l'approvisionnement énergétique des milieux insulaires deviendra, à l'horizon 2050, un sujet majeur en raison de leur non-interconnexion aux grands réseaux énergétiques continentaux.

Energies renouvelables et carboneutralité

La demande en énergie augmente annuellement d'environ 1 à 1.5% à l'échelle du territoire français, et jusqu'à 2 à 2.5% sur les milieux insulaires comme la Corse. Imaginons ce que sera cette augmentation à l'échelle des 25 années qui nous séparent du milieu du XXIème siècle. C'est tout simplement énorme ! Le mix énergétique actuel de la Corse, basé sur 3 piliers majeurs⁷, devra structurellement se réinventer pour absorber l'augmentation prédite et tendre vers la carboneutralité. La flambée des prix des sources primaires d'énergie (pétrole, gaz) nous oblige à investir dans des technologies innovantes matures qui viendront compléter le mix énergétique.

L'énergie thermique pourrait trouver son salut dans une exploitation durable de la biomasse par l'utilisation réfléchie des ressources forestières. Ce secteur d'activité souffre depuis longtemps en Corse d'un manque de structuration et pourrait s'avérer novateur en termes d'emplois sur l'île (bois pour la construction et bois-énergie). A l'image de certains pays méditerranéens (Grèce), la production d'eau chaude (sanitaire ou pour le chauffage des bâtiments) devrait se focaliser sur l'usage exclusif des technologies de captation du rayonnement solaire.

⁷ Interconnexion, énergies renouvelables, Centrales thermiques

L'énergie électrique sera le plus gros chantier. Sous l'effet combiné de l'augmentation des besoins de climatisation en été et l'afflux croissant d'un parc automobile prônant la mobilité durable électrique, la pointe de consommation estivale rattrape la pointe de consommation hivernale. Un nouveau paradigme s'impose sur la production, le stockage de l'énergie électrique à l'échelle insulaire. Bien qu'indispensable, le développement des énergies renouvelables (ER) ne pourra résoudre tous les maux à l'horizon 2050. Dans un contexte de changement climatique avéré⁸, la part d'hydroélectricité dans le mix énergétique de l'île⁹ risque de diminuer dans les prochaines décennies. Au regard des travaux scientifiques actuels, la production et la distribution décentralisée de l'énergie par l'utilisation de réseaux intelligents s'avèrent une piste prometteuse. Des technologies utilisant de nouveaux vecteurs énergétiques tels que le dihydrogène vert ou le méthane, devraient être intégrées dans la réflexion des décideurs politiques.

Partant du principe que l'énergie la moins chère est celle qui n'est pas consommée et malgré les programmes subventionnés actuels¹⁰, la Corse souffre d'un parc important de logements représentant des passoires énergétiques. Une politique encore plus volontariste des décideurs publiques s'impose dans le domaine de la maîtrise des dépenses énergétiques¹¹ tout particulièrement dans l'habitat ancien développé dans notre territoire.

Nouvelles architectures des territoires urbains

D'après la banque mondiale, aujourd'hui, 56% de la population de la planète¹² vit en ville. Cette tendance va se poursuivre : d'ici 2050, avec le doublement du nombre actuel de citadins, pratiquement sept personnes sur dix dans le monde vivront en milieu urbain. Selon l'Insee (Omphale 2017 scénario central), la croissance annuelle moyenne en Corse entre 2013 et 2050 de l'ensemble de la population sera comprise entre 0.5 et 1%.

Cela pose la définition de nouveaux territoires urbains résilients, d'un nouvel urbanisme bioclimatique, ce qui revient de manière globale à repenser l'aménagement du territoire qu'il est important de réfléchir depuis la montagne vers le littoral. Au regard des difficultés actuelles d'accès aux villes en Corse, l'architecture des centres urbains devra se réinventer en 2D et en 3D. Aussi, que sera la ville de demain ?

⁸ Entre 15% à 20% de précipitations en mois d'ici la fin du siècle

⁹ Environ 1/3 de la production d'énergie dans l'île

¹⁰ ORELI

¹¹ Développement de la ventilation naturelle, renforcement de l'isolation énergétique

¹² Soit 4,4 milliards d'habitants.

La ville de demain sera durable et connectée. Avec un réchauffement climatique avéré d'ici le milieu du siècle, la ville-centre et sa périphérie proche seront confrontées à des phénomènes d'îlots urbains amplifiés (+2 à 3°C de par la minéralisation des villes). Une urbanisation galopante et irraisonnée et la minéralisation des espaces conduisent aussi à des catastrophes naturelles lors d'événements climatiques extrêmes. La Corse y est habituée dans ses centres villes depuis une vingtaine d'année. Une végétalisation des espaces (au sol, en toiture, en façade) pourrait atténuer ce phénomène d'îlots de chaleur provoquant un inconfort thermique pour la population. Limiter le minéral au profit du végétal permettra de décarboner l'espace urbain dans un souci de carboneutralité déjà évoqué précédemment.

Sans un réseau de transport efficient (en 2D/3D), l'usage de la « voiture personnelle » deviendra un vrai problème lors des mouvements pendulaires de population entre le centre-ville et le périurbain. Un réseau de transport 100% décarboné est souhaitable pour demain.

Les bâtiments 2.0 devront être intelligents : produire leur énergie de manière autonome, intégrer des toitures végétalisées voire des jardins cultivés et des matériaux permettant de ne pas stocker la chaleur, respecter les principes basiques de construction, limiter les émissions de GES¹³, etc.

Tout ceci doit s'envisager aussi dans une volonté de valoriser les savoir-faire des territoires bien moins peuplés et éloignés des centres urbains (moyenne montagne par exemple). La Corse est riche de zones rurales très faiblement peuplées possédant des savoir-faire locaux et des conditions de vie agréables, et disposant d'un potentiel attractif qu'il est nécessaire de développer.

Pour cela, il faudra travailler sur les continuités écologiques, économiques et sociales entre les espaces : rural/urbain et plaine/montagne tout particulièrement.

CONTINUITES ECOLOGIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIALES

Contexte

Un projet de développement d'un territoire comme la Corse ne peut se limiter à la simple somme d'initiatives individuelles, même si celles-ci présentent un caractère innovant et structurant. La notion de « continuité » dans l'espace public¹⁴, continuités aux sens économiques, sociales et aujourd'hui écologiques, s'inscrit dans les notions de bien(s) commun(s), de partage et d'identité si chères à notre territoire. Un modèle permettant l'analyse actuelle de ses interfaces à forte valeur ajoutée développant un

¹³ GES : Gaz à effet de serre

¹⁴ Voir la trame TVB : Trame Vert et Bleue.

module prospectif à l'horizon 2050 permettrait d'anticiper les impacts de chocs endogènes et exogènes, d'en atténuer les conséquences et de prévoir les infrastructures nécessaires pour les contenir.

Principe : un SCoT régional = PADDUC 2.0 ?

Travailler sur cette notion de continuités (ou d' « interfaces ») nécessite de réfléchir sur l'aménagement du territoire de demain. C'est sans doute le thème le plus ouvert qui oblige à repenser différents liens :

- rural/urbain
- plaine/montagne,
- mer/littoral,
- intercommunalités,
- réseaux de circulation/utilisation des espaces,
- 2D/3D,
- transfrontalier.

A l'image des Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) au niveau intercommunal et sous l'égide de la transition écologique et la préservation de la biodiversité, une évolution vers un nouveau modèle économique et social à l'échelle de l'île prendrait du sens pour créer du lien autour de la notion de bien commun avec une capacité d'anticipation des perturbations externes.

A l'échelle d'un centre urbain et sa couronne périurbaine, une telle analyse permettrait de favoriser une meilleure inclusion, une valorisation de l'interface ville/campagne et une plus grande dynamique de l'économie circulaire.

A l'échelle locale, les techniques de télédétection, propices à l'analyse spatiale, permettraient l'identification de structures, d'objets ou d'interfaces du territoire disposant de forte valeur ajoutée. L'identification des activités en marge de ces espaces (agriculture, élevage, etc.) devra être confrontée à des modèles biologiques, économiques et sociaux pour en étudier la compatibilité ou par opposition les nuisances et les risques.

A l'échelle méditerranéenne (donc transfrontalière), la Corse subit l'influence des pays et régions limitrophes.

Ce travail pourrait permettre d'anticiper les flux de toutes natures susceptibles de venir impacter le territoire et d'en évaluer les conséquences. Ainsi, les décisions politiques pourraient s'appuyer sur un outil prospectif limitant les impacts sur la biodiversité et favorisant un développement durable de l'espace.



Jean-Dominique GIULIANI

Géopolitique et Europe

DE QUELQUES EVOLUTIONS GEOPOLITIQUES EN COURS

2023 s'ouvre sur le retour de la guerre en Europe et la poursuite, pour longtemps, de l'instabilité partout. Si certains parlent de « polycrise », il vaut mieux préférer miser non pas sur la notion de « crise », mais sur une longue période de profondes et durables mutations. Les « surprises stratégiques » et les incertitudes font désormais partie du quotidien, compliquant la tâche des pouvoirs publics et inquiétant les citoyens.

Le conflit russo-ukrainien

Son impact est sous-estimé.

Le risque s'accroît d'une plus grande implication des pays européens pouvant conduire à une extension du conflit qu'il ne faut pas exclure. Nous quitterions alors notre statut de « non belligérants ».

L'élargissement de l'Union européenne va s'accélérer avec la promesse d'accueillir l'Ukraine, et ravive, s'il en était besoin, les demandes des Balkans.

L'élargissement de l'Union semble inévitable. A traités constants il entraînera une relative paralysie des institutions au travers de difficultés dans le processus de décision. Tout élargissement aura aussi de lourdes conséquences budgétaires, réduisant les capacités d'action de l'Union.

Pour avoir renié sa parole, violé le droit international et usé de la force brutale, la Russie est pour longtemps un Etat-paria. Implosera-t-elle, explosera-t-elle ou contaminera-t-elle le continent ? Les Occidentaux sont contraints à la fermeté à son égard car « derrière la Russie, il y a la Chine ».

Une « lassitude » des occidentaux et une diminution de leur soutien à l'Ukraine est un pari que font les Russes, misant notamment sur un changement de président aux Etats-Unis.

Pourtant, et malgré la situation économique résultant de la guerre, l'inflation et la hausse des prix de l'énergie, les opinions occidentales continuent de soutenir l'Ukraine.

Ailleurs dans le monde, les Asiatiques, les Africains, les Sud-Américains observent, attendent et, de l'issue du conflit dépendra ou pas leur volonté de « tourner la page de l'après-Seconde Guerre mondiale », slogan commun aux diplomaties russe et chinoise.

Le visage des relations internationales peut s'en trouver modifié ou au contraire confirmé. La réforme des grandes organisations internationales comme l'ONU ou l'OMC est en jeu, de même que l'universalité des valeurs proclamées par la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

La demande de sécurité augmente avec le nombre de défis sécuritaires.

L'Union européenne est interpellée pour avoir abandonné sa sécurité à l'alliance avec les Etats-Unis (OTAN). Ses défis à ses frontières sont de plus en plus importants. Libye, Moyen-Orient, Turquie, Afrique : la paix en Méditerranée est devenue une question européenne et française.

La question migratoire demeurera au cœur des préoccupations des citoyens, sans pouvoir vraiment trouver de solution pérenne.

Le XXI^{ème} siècle sera maritime. La sécurité des flux est une urgence, la territorialisation des mers et les dénis d'accès des causes potentielles de conflits. La course aux ressources va concerner de plus en plus le fond des océans. Les incidents et les frictions sur mer seront fréquents. Un réarmement naval en découle. Il est très largement en cours et entraînera des conséquences géopolitiques dans nombre de régions du globe.

L'évolution intérieure des Etats-Unis demeure un sujet de préoccupation. Le pays est profondément divisé et pourrait connaître des alternances brutales aux conséquences mondiales imprévisibles. L'Europe s'en trouverait plus isolée.

Politiques économiques, guerre des idées et rapports de force.

Malgré les interdépendances et une mondialisation acquise, l'heure est au retour des Etats et de leurs politiques volontaristes. C'est un défi pour l'Union européenne qui n'est pas un Etat et qui, souvent à la demande de ses Etats-membres, souhaite plus étroitement harmoniser et conduire la politique économique et financière du continent.

Les débats s'accroissent entre les tenants des politiques privilégiant la croissance et ceux exigeant d'abord des disciplines et la diminution de la dette au détriment de la hausse des salaires et de la consommation.

La Banque centrale européenne, sous l'influence de ces derniers, continue à augmenter les taux d'intérêt, au risque de brider la croissance et de nourrir une récession, qui, à ce jour, est loin d'être certaine.

Ces controverses freinent la prise de risque et l'investissement tournés vers l'innovation. L'Europe préfère la réglementation, notamment environnementale, à l'incitation et la confiance dans le progrès scientifique.

Les Européens sont pris d'une véritable « frénésie verte », désireux de donner l'exemple dans le monde et n'attendent pas les autres continents pour s'infliger de nouvelles et complexes contraintes au titre de la lutte contre le réchauffement climatique.

L'intégration européenne ne pourra désormais progresser qu'hors traités ou par des accords à quelques-uns ayant vocation à être ultérieurement inclus dans le droit communautaire, le rendant plus complexe et poussant la différenciation à ses extrémités.

La relation transatlantique évoluera au gré de la politique intérieure américaine. Pour l'Europe, cela signifie ou la poursuite de relations inégalitaires avec les Démocrates ou la quasi-rupture avec les Républicains, semant ainsi troubles et désaccords entre Européens.

Pour les valeurs, le mode de vie et les politiques publiques, l'Union continuera à s'éloigner lentement mais inéluctablement de l'Amérique, dont elle ne s'affranchira pas pour autant dans le combat contre les autocraties et les dictatures, y compris sur d'autres continents.

Une crise en Asie, par exemple entre la Chine et les Etats-Unis, entrainera une implication européenne. La France et le Royaume-Uni sont présents dans le Pacifique et voudront défendre leurs intérêts et leurs territoires ; l'Europe sera concernée par la protection des flux commerciaux, notamment maritimes, dont l'interruption ne serait, pour elle, pas supportable.

Le « containment » de la Chine sera débattu entre alliés de l'OTAN, malgré la prudence et la réserve européennes.

Dans cette période de surprises et d'incertitudes, la capacité d'adaptation des dirigeants, des institutions et des peuples sera discriminante. Elle se heurtera aux conservatismes, aux peurs, aux résistances de sociétés évoluées, fortement attachées à leurs traditions et leurs identités et qui ont accédé à un très haut niveau de développement et de confort.

Quelles conséquences pour la Corse ?

Une extension du conflit russo-ukrainien, dans laquelle l'Europe et la France seraient impliquées, obligerait la Corse à une totale solidarité et un alignement sur la politique nationale, d'autant plus que les Corses ont spontanément manifesté leur émotion et leur soutien aux Ukrainiens.

Elle sera par ailleurs soumise aux aléas d'une Mer Méditerranée contestée ou objet de conflits. S'ils semblent devoir être cantonnés à la partie orientale du bassin, il n'en va pas de même pour la lutte contre les trafics et l'immigration irrégulière.

La pression du crime organisé que ressent désormais l'Europe du Nord, pourrait aussi concerner l'île.

L'influence de la Russie en Afrique et au Proche Orient contribuera à accroître l'instabilité en Méditerranée, à renforcer la criminalité organisée et à modifier les rapports de force entre les riverains de la Mare Nostrum.

La Corse ne sera pas épargnée par la demande de sécurité exprimée par les citoyens et par la réponse des Etats à cette revendication.

Elle pourrait être sollicitée pour jouer un rôle dans le renforcement de la sûreté maritime dans le bassin (bases, sémaphores, ports, règlementations spécifiques). Sa localisation est un atout qu'elle pourrait valoriser.

La situation économique de l'Europe et de la France aura de fortes répercussions sur les relations que la Corse entretient avec elles. Aux difficultés budgétaires

s'ajouteront les problématiques politiques, dont le gouvernement central peine sortir par le haut.

A Paris, le « retour des États » va renforcer le clan et le réflexe « centralisateur ». L'administration française, déjà largement en crise, aura du mal à s'adapter à une décentralisation devenue inévitable.

La Corse pourrait en faire un atout en se concentrant sur le redressement et la réussite de l'économie locale lui donnant *de facto* plus d'autonomie.

BREVES REFLEXIONS SUR L'UNION EUROPEENNE

Le contexte international déterminera pour une large part les évolutions de l'Union européenne. Il est néanmoins possible de dégager quelques constantes dans l'observation des tendances en cours avec les réserves d'usage.

L'Union européenne vit, en effet, une profonde mutation. Elle aborde désormais avec difficulté les rivages de la géopolitique, tout en modifiant considérablement ses politiques internes.

Une Europe « géopolitique » ?

C'était le souhait de la présidente de la Commission européenne lors de son discours d'investiture.

Force est de reconnaître que l'Union a été rattrapée par l'actualité et ce projet, de longue date exprimée par la France, est devenu une urgente nécessité.

Le retour de la guerre sur le continent a ainsi accéléré des évolutions en cours.

L'Union finance désormais des livraisons d'armes, investit sur son budget dans la défense et développe le concept de « préférence européenne » dans ses politiques industrielles et de défense.

Elle a trouvé par ailleurs une place à part à côté de l'OTAN. Ses engagements d'aide à l'Ukraine atteignent près de 60 milliards €, c'est-à-dire autant que les Etats-Unis qui restent le principal fournisseur d'armements pendant que l'Union permet à l'Etat ukrainien de continuer à fonctionner.

L'Union européenne s'est dotée d'une stratégie, d'une politique à ses frontières, d'un corps de gardes-frontières et de garde-côtes, d'un Fonds européen de Défense, d'outils lui permettant de rattraper ses retards en matière de terres rares, de puces électroniques ou de batteries.

Les impératifs militaires, sans lesquels une diplomatie n'est pas crédible, s'imposent peu à peu et donnent naissance à des processus concrets sur lesquels l'Union ne reculera pas.

Le concept de « préférence européenne » prend corps. Le continent de l'ouverture apprend peu à peu à privilégier ses productions et son savoir-faire tout en restant accessible au commerce mondial.

L'Union s'initie à la géopolitique sous la pression des événements et de certains de ses membres dont la France. Sa politique dans son voisinage s'en ressent. Les promesses d'élargissement et l'aide financière à ses frontières – et au-delà- en témoignent.

Le défi de l'efficacité

Les priorités des politiques communes ont été réorientées du fait des défis nouveaux qui sont lancés aux Européens.

Une « politique industrielle » voit le jour. Elle a permis de relancer l'économie après la crise sanitaire. Elle est aujourd'hui d'actualité pour consolider et promouvoir l'industrie européenne.

Ce sont les transitions qui contraignent l'Union à modifier ses règles et ses actions.

La politique de concurrence a largement été mise entre parenthèses. Des projets d'intérêt commun européen (PIEC) bénéficient d'exemption aux règles de contrôle des aides d'Etat, tant il est nécessaire de soutenir les coûteuses transitions numérique et écologique.

L'environnement est la priorité numéro un des institutions européennes désireuses d'être exemplaires pour le monde.

Au défi de l'efficacité, les institutions répondent par des politiques plus concrètes censées être plus proches des préoccupations des citoyens.

Mais elles restent assez éloignées des électeurs et contribuables du fait des multiples systèmes d'élection, des différences de pratiques politiques et de l'obstacle linguistique.

Le défi de l'appartenance

Le sentiment d'appartenance des citoyens à l'Union européenne fait défaut et interdit la « fierté d'appartenance », condition nécessaire à la création d'un véritable espace public européen.

Pour autant, les citoyens sont attachés à la construction européenne ; ils ont intégré le principe de « l'union fait la force », compris que leurs Etats souffraient de la modestie de leurs tailles dans le monde global. Ils s'opposent à ceux qui voudraient remettre en cause l'Union et ses créations, comme par exemple l'euro.

Ces imperfections et cette problématique permettent qu'existent encore l'expression, ici ou là, d'un euroscepticisme déclaré et assumé. Il est de plus en plus minoritaire et s'il est l'apanage des oppositions, surtout dans leurs campagnes électorales en vue de conquérir le pouvoir, il trouve vite ses limites, sitôt celles-ci arrivées aux affaires. Les exemples abondent de partis eurosceptiques devenus de bons élèves européens au gouvernement : Suède, Tchéquie, Italie...etc.

Dans la réalité, les débats sur la finalité de l'Union sont désormais dépassés.

L'Union européenne est plus intergouvernementale que les partisans de « l'Europe des nations » n'auraient jamais pu l'espérer. Elle est plus fédérale que les plus « fédéralistes » n'en avaient jamais rêvé.

Ce sont désormais les Etats, faute de moyens suffisants, qui se tournent vers les institutions communes pour réclamer son aide ou son implication afin de régler les questions les plus difficiles comme l'immigration, la relance économique ou les relations commerciales avec les autres continents.

Demain il s'agira aussi de défense et de diplomatie. Le conflit en Ukraine a accéléré la prise de conscience de la nécessité d'une autonomie stratégique plus grande des Européens. On peut penser qu'une aggravation du conflit en Ukraine constituerait une nouvelle phase d'accélération vers une Europe dotée de moyens militaires propres.

L'acquisition de moyens propres – et un jour autonomes- est d'ailleurs une évolution qui est engagée à « bas bruit ». Frontex verra ses effectifs portés à plus de 10 000 personnes dont la moitié sera directement placée sous l'autorité de l'agence. Ses personnels sont progressivement armés ; elle souhaite acquérir ses propres bateaux et avions. Il en va de même en matière sanitaire et d'autres agences se dotent peu à peu de moyens propres.

Des priorités très spécifiques

Le « verdissement » de l'économie est assurément la priorité principale des institutions de l'Union. Il fait consensus. Il est l'objet d'une « course à l'échalotte » entre les partis et les institutions politiques. Il est plus qu'à la mode au point de pousser l'Europe à multiplier les réglementations dans ce domaine.

On pourrait multiplier les exemples de textes démontrant cet intérêt, qui répond à une véritable demande des opinions, dûment relayées par la forte pression d'ONG puissantes et peut-être plus prescriptrices au niveau européen que sur le plan national.

L'Union européenne a adopté un « green deal » très ambitieux qu'elle va décliner systématiquement au cours de l'actuelle législature et au moins jusqu'à son terme de mai 2024.

Les initiatives prises sur le terrain en la matière trouveront assurément des relais efficaces à Bruxelles et Strasbourg.

En outre, l'Union doit faire face aux conséquences du conflit en Ukraine, notamment en matière énergétique. Elle se concentrera donc sur les mesures susceptibles d'atténuer les effets, pour les citoyens mais aussi pour l'industrie, ce qui est parfois contradictoire avec les contraintes environnementales.

Autant de nouveaux sujets d'intérêt pour les institutions européennes qui continuent leur mutation et se montreront très actives dans cette période.

L'Europe de 2023 change rapidement de visage et de modes d'action.

Son unité face à l'agression russe a surpris. Elle témoigne de la réalité d'intérêts communs et de la conscience que le défi de Poutine est quasi-existential pour l'Union européenne. Construite pour ramener la paix sur le continent, et ayant réussi à l'imposer, sa remise en cause est tout simplement inacceptable. Il s'agit bien sûr de défendre les valeurs universelles. Il s'agit aussi de préserver le continent, dont les fragilités demeurent. C'est donc aussi l'intérêt des Européens qui les conduit à faire montre de fermeté envers cette agression d'un autre âge.

A tous ces titres, c'est réellement une nouvelle vie qu'entame la construction européenne.

Face aux multiples défis que ses Etats membres doivent relever, elle va s'efforcer, une fois encore, de démontrer une plus-value, qui n'est plus contestée, tout en s'attelant à mieux faire comprendre son apport pour réussir ces importantes mutations.

Quelques conséquences possibles pour la Corse

L'élargissement, la politique de voisinage et les efforts pour lutter contre le réchauffement climatique vont conduire les institutions à réorienter leurs efforts budgétaires vers de nouvelles priorités.

Les programmes de financement « traditionnels » devront être révisés et seront vraisemblablement moins généreux.

Aussi conviendrait-il d'imaginer d'ores et déjà des projets entrant davantage dans le spectre des priorités européennes.

Ils pourraient ainsi porter sur la politique de l'environnement.

La Corse peut à la fois protéger son exceptionnel patrimoine écologique et répondre à ses besoins économiques en veillant à construire des projets de verdissement, de préservation ou de mise en valeur de ses richesses naturelles.

Le champ maritime pourrait en être privilégié avec des programmes innovants quant à la protection des ressources marines, mais aussi en tentant d'inventer de nouvelles pratiques maritimes (transports, pêche, tourisme, plaisance, etc.).

Ils pourraient aussi concerner les start-ups innovant dans le secteur numérique et plus généralement les petites entreprises de services.

La Corse pourrait aussi faire valoir son implication dans le réseau des îles de Méditerranée et montrer son intérêt pour les politiques communautaires qui se consacrent au développement dans la région.



Christian MANTEI

Tourisme

LE TOURISME EN CORSE A L'HORIZON 2050

La méthode des scénarios, qui s'appuie sur une cartographie des grands facteurs de changement, pourrait être retenue dans notre démarche.

Quelles grandes transformations impacteront le tourisme en 2050 :

- Nature et environnement : impact accru du réchauffement climatique, multiplication des aléas naturels, hausse des pénuries, fragilisation des écosystèmes et de la biodiversité.
- Économie et social : hausse de l'instabilité économique et financière, mutations démographiques, érosion de la cohésion sociale et hausse des tensions, évolution des systèmes de santé, baisse durable de la consommation, accélération de l'urbanisation, essor des modèles d'affaires et écosystèmes frugaux, émergence d'un contre-mouvement pour un droit à polluer, augmentation du poids économique de l'Asie...
- Humain : ancrages locaux et nouvelles communautés, les nouveaux rapports au travail et aux loisirs, recherche de sens et d'impact positif, recherche d'autonomie et d'autosuffisance, désir de bien être holistique, évolution du rapport au temps, l'expérience au cœur des attentes clients, demande radicale de transparence, internationalisation des élites et de la culture populaire...
- Technologie : révolution des mobilités courte et longue distance, automatisation de nos sociétés, digitalisation du quotidien, metavers, Green & clean tech...
- Politique : fragmentation de l'ordre mondial, intensification de la lutte contre le réchauffement climatique...

Une combinaison de facteurs, avec une accélération plus ou moins rapide, vont impacter les acteurs du tourisme. Les degrés d'exposition aux risques et aux possibles opportunités vont varier selon les pays, les territoires ou les activités.

Quatre scénarios prospectifs se dessineront à partir de situations qui pourraient se réaliser dans le futur :

1. Les transitions douces
2. Le monde global et hyperconnecté
3. Les communautarismes
4. La difficile décroissance

Bien entendu ces scénarios sont poreux. On peut d'ailleurs aujourd'hui avoir le sentiment de vivre toutes ces tendances à la fois, plus ou moins, et en fonction des crises de toute nature.

Néanmoins il y a des tendances avérées, projetées par les scientifiques qui sont intégrées dès maintenant dans les modèles (RSE, engagements pour la planète). Pour être simpliste, on pourrait dire que la situation se durcit et que les convictions se renforcent et s'expriment parfois radicalement.

Dans chaque scénario se redéfinissent différemment ou avec des nuances :

- Le rapport au voyage
- Le profil des voyageurs
- L'attractivité de chacun des territoires
- Les mobilités
- Les infrastructures
- L'adaptation de l'offre et des services
- Les métiers et le rôle des acteurs institutionnels et privés
- Les politiques publiques

L'impact sur le tourisme (et du tourisme lui-même) est certainement différent selon le scénario : tourisme domestique, voire local, nombre de touristes internationaux et recettes, emplois, investissements... Mais aussi sur les marchés segmentés, les niches, les espaces : urbain, balnéaire, rural, montagne et neige, culturel, écotourisme, affaires, gastronomie et œnotourisme, bien-être etc.

Plusieurs éléments sont à prendre en compte pour aborder la question du tourisme en Corse :

Le tourisme est une économie de l'offre. Les politiques publiques jouent donc un rôle capital dans les choix qui sont faits. La Collectivité, les communes et l'Etat sont en situation de choisir. Et pour que les entreprises s'épanouissent, ainsi que les services, il faut à la fois stimuler l'investissement et l'orienter. Et coordonner, synchroniser les efforts des acteurs de la filière.

Il n'y aura pas de transition, de transformation, sans satisfaction du client et du collaborateur, sans investissements privés et publics et sans énergie de croissance (qualité et création de valeur).

Le mot tourisme est secrètement détesté, ce qui provoque parfois une ambiguïté dans les prises de parole politiques (on y va à reculons). Or il faut le prendre à bras le corps, avec professionnalisme, pour pouvoir le maîtriser et faire les bons choix au bon moment.

On ne changera pas ce mot qui qualifie une économie jugée prioritaire dans la plupart des pays et dans les instances internationales.

En fait, c'est de l'industrie mondiale des mobilités dont il s'agit et qui couvre de nombreuses pratiques et usages, avec des typologies de marché souvent clairement définies et en mutation constante.

Il faudra probablement repenser la mobilité touristique, évaluer la trace carbone de chaque voyageur, être efficient sur le dernier kilomètre.

Quand on est attentif aux évolutions sociologiques (qui anticipent le marché) on voit même apparaître une nouvelle forme de mobilité : « le transfert de sédentarité »

Cette note n'est qu'une introduction à un travail beaucoup plus profond, à effectuer. Le patrimoine et la situation géographique exceptionnels de la Corse lui permettent d'accéder à un luxe inouï, qui n'est pas donné à tous les territoires : pouvoir choisir !

Le choix indispensable, le choix qui s'impose, pour ne pas prendre du retard sur l'avenir, c'est celui de la sauvegarde et de la protection / valorisation du patrimoine et de la biodiversité. Sans l'opposer au tourisme. Et même en démontrant que l'économie touristique peut, contrairement aux idées reçues, être un facteur d'accélération des grandes transitions.



Sébastien SIMONI

Nouvelles technologies

REVOLUTION TECHNOLOGIQUE CORSE 2050

Il est difficile de faire des projections en 2050 dans le domaine technologique. Il existe toutefois un consensus autour du fait qu'à cette date la fusion nucléaire sera maîtrisée. D'autres auteurs de prospective expliquent qu'en 2050, on attendra un point de singularité où nous disposerons d'une intelligence artificielle généraliste de la puissance du cerveau humain pour un coût de 1000 \$.

Ces technologies engendreraient des bouleversements radicaux voire un changement de civilisation.

En revanche, la projection à l'horizon 2050, n'est pas vaine car le temps de généralisation des innovations industrielles peut être long pour atteindre une adoption de masse ; par exemple la batterie Lithium-ion au centre de la révolution du stockage énergétique a été inventé dans les années 1990.

Comme l'a rappelé le patron de Tesla lors de la présentation de son « Master Plan 3 » les technologies comme les pompes à chaleurs, les panneaux photovoltaïques, batterie ... vont être au centre de la transition énergétique pour 2050.

Plus spectaculaire, l'intelligence artificielle (AI ou IA) et la robotique, qui constituent la deuxième vague de la révolution digitale, vont profondément modifier l'économie. Après avoir largement transformé l'économie immatérielle, la révolution technologique digitale touche le monde physique, ce qui aura donc des effets sur tous les secteurs. Nous sommes actuellement dans le domaine de la robotique au même niveau de maturité que l'internet l'était au début des années 2000. Ces deux évolutions interviennent dans un délai court, et suivent la progression exponentielle des technologies.

Leur développement est un mouvement de fond qui aura un impact social considérable. Cette révolution est mondiale, elle touche tous les territoires. Néanmoins, la vitesse d'intégration de ces technologies et l'exploitation de ces bénéfices dépendent fortement du niveau d'éducation technologique et des investissements en R&D.

Exemples de transformation technologique entre 2025 et 2035

1) Robotisation des transports

L'exemple des transports matérialise parfaitement l'impact de cette révolution technologique qui verra, entre 2025 et 2035, l'apparition d'innovations d'autant plus disruptives que ce secteur n'a pas connu de réel changement de paradigme depuis 50 ans.

Elle est la conséquence de deux avancées majeures : l'IA appliquée à la conduite autonome et le progrès dans le domaine des batteries. La conduite autonome implique une chute drastique du coût marginal d'exploitation. Cela aura probablement un impact sur la réduction de taille des véhicules et la fréquence de rotation dans les transports.

2) Transports terrestres

A l'horizon 2025, la plupart des constructeurs disposeront d'offres de voitures électriques ainsi que de systèmes d'assistance à la conduite allant jusqu'à rendre le véhicule autonome (Niveau 4 et 5).

Aujourd'hui Mercedes dispose d'un agrément niveau 3, c'est-à-dire autonome sur autoroute sous surveillance du conducteur.

Plusieurs compagnies liées aux GAFAM réalisent des tests grandeur nature aux Etats Unis. Une société comme ZOOX, propriété d'Amazon, a développé une navette autonome capable de transporter 4 passagers de manière complètement autonome (Niveau 5). Des projets similaires existent chez Google, Uber, Tesla, Apple...

En Corse, ces évolutions pourraient induire la création d'un système de transport collectif bien plus performant, de même pour le système de livraison, qui devrait être considérablement amélioré même dans les zones à faible densité, du fait du coût marginal plus faible en l'absence de conducteur.

3) Transport aérien

Dans le domaine du transport aérien un nouveau type d'appareil est en train de voir le jour : le eVOLT.

A partir de 2025-2030, nous allons assister à la mise en service de drones qui pourraient effectuer du transport de personnes et de marchandises. Cela est rendu possible à la fois par le progrès de la robotique et l'arrivée sur le marché de nouvelles générations batteries Lithium-Air, Lithium-Métal... ayant une densité énergétique bien supérieure au classique Lithium-Ion.

Les coûts d'exploitation de ces machines seront beaucoup plus bas que les avions et hélicoptères en raison de leur électrification. Une bonne dizaine de start-ups depuis 2015 se sont lancées dans cette course les plus connues sont Lilium, Archer, Vertical ou Joby, toutes côtés au Nasdaq.

La start-up allemande Lilium promet un drone électrique capable d'embarquer 6 personnes sur un rayon de 300 km/h pour le coût d'un taxi. Mais aussi des constructeurs aéronautiques historiques comme Embraer et Airbus avec « Urban Air Mobility » travaillent sur le sujet.

Cela annonce une véritable révolution pour notre île où les distances à vol d'oiseau sont faibles mais les trajets en voiture se comptent en heures, rendant possibles des liaisons sous forme de navettes, entre la Corse et l'Italie.

Il existe également de nombreux projets d'avions régionaux électriques plus classiques, qui devraient transformer la flotte d'avions utilisée en Corse pour le « Bord à Bord ». L'aviation électrique, au-delà des avantages en termes de coût d'exploitation, est déterminante pour réduire l'impact carbone du secteur touristique.

4) Transport maritime

Le projet AAWA (Advanced Autonomous Waterborne Applications Initiative) lancé par Tekes, l'agence publique finlandaise pour l'innovation, en coopération avec Rolls-Royce, a pour but de mettre au point des navires autonomes. Encore à un stade de développement amont, il trace des perspectives dans le secteur maritime où les investissements sont massifs et le taux de renouvellement des flottes est de 40 à 50 ans.

Toutefois, on peut imaginer ce que pourrait être un système de cabotage couplé aux tracteurs routiers autonomes en cours de développement, et en quoi il pourrait faire chuter drastiquement le coût des marchandises en Corse.

Ces projets pourraient être lancés par la Corse, à l'image de l'agence de l'innovation finlandaise. En cherchant à résoudre une problématique locale à portée mondiale, la Corse, par le biais de sa commande publique, pourrait attirer les laboratoires de recherche, de grands industriels, ou faire émerger des start-ups dans ce domaine.

5) Robotique professionnelle

Plus généralement, on s'attend à une explosion de la robotisation professionnelle liée à l'IA autonome avec un champ d'applications très large : l'agriculture, l'environnement, le bâtiment... Nous sommes au début d'un cycle, la Corse pourrait y jouer un rôle si elle se dote rapidement d'une fiscalité pro innovation et de formation supérieure technologique.

6) Energie

Le secteur de l'énergie va également jouer un rôle dans l'électrification des transports. Il vit actuellement un changement de paradigme, passant d'un mode de production centralisé au 20^{ème} siècle à un mode de production décentralisé au 21^{ème} siècle.

L'habitat périurbain notamment devrait voir rapidement émerger des systèmes d'autoproduction grâce aux technologies de toiture solaire et de batterie de stockage stationnaire. L'offre commerciale existe déjà. Chaque maison pourrait être une source de production d'énergie, le propriétaire devenant alors à la fois producteur et consommateur en distribuant l'électricité via un réseau d'échange local (Smart Grid).

Les coûts des panneaux solaires et des batteries ont ces 15 dernières années subi une baisse vertigineuse. La technologie est maintenant mûre pour permettre l'adoption massive des énergies renouvelables en Corse. C'est un enjeu également d'attractivité de la Corse car l'énergie produite sur l'île est très carbonée (cf. *Electricitymaps.com*).

Il serait très intéressant de mettre à l'échelle de la Corse les propositions qu'a fait le CEO de Tesla en mars 2023 dans son plan de transition énergétique pour 2050 à l'échelle mondiale.

Les subventions (de plus de 300 millions d'euros/an) allouées à la production d'électricité thermique, ont certes eu le mérite de limiter les prix de l'énergie pour le consommateur mais également de retarder la transition vers les énergies renouvelables. L'argument d'un quota de 30% d'énergie intermittente ne tient plus avec les progrès faits dans les batteries. En réaffectant une partie du flux financier et les nouvelles conditions de marché de l'énergie, la Corse pourrait avoir avant 2050 une énergie quasiment décarbonée.

En termes d'emploi c'est également un secteur très prometteur, car on pourrait voir la conversion de centaines d'emplois dans ce domaine avec la création d'autant d'entreprises d'installation et de maintenance liées aux énergies renouvelables.

Conclusion

La technologie offre plus que jamais de grandes opportunités de transformation pour la Corse.

Pour en profiter il faut de la ressource humaine qualifiée capable d'appréhender ces mutations technologiques.

Ces dernières années la Corse a connu des progrès grâce au déploiement du réseau fibre FTTH, le nombre d'étudiants dans l'enseignement technologique supérieur a progressé notablement alors qu'il avait connu un recul à la fin des années 2000. Un rééquilibrage des dépenses de R&D avec une légère progression des investissements privés. En revanche les investissements de R&D (publics et privés) représentent seulement 85 € par habitant en Corse en 2019 ce qui est très faible. A titre de comparaison l'investissement en R&D de la Sardaigne est de 180€ par habitant. Quant à l'écart en investissement de R&D par habitant avec les régions métropolitaines françaises, il demeure abyssal.



Charles-Henri FILIPPI

Finance, Economie

CADRAGE MACRO-ECONOMIQUE

Après avoir cru à la globalisation "sereine", le monde est entré dans une nouvelle phase de grande transformation qui refaçonne l'environnement économique et social global, impacte de plus en plus visiblement notre propre économie et nous oblige à repenser et réformer les moyens économiques et institutionnels qui peuvent nous permettre d'y faire face et, autant que possible, d'en tirer parti.

Notre environnement global

Sommairement, six grands mouvements se combinent :

1) Le changement climatique

On en connaît les données, qui nous imposent à la fois :

- Des politiques visant à contenir le changement, en particulier, le recours massif aux énergies renouvelables et la redéfinition des chaînes économiques en faveur des circuits courts.
- Des politiques d'adaptation au changement inévitable : habitat, migrations, gestion de l'eau, impacts agricoles, pertinence et saisonnalité des activités économiques.

2) La fragmentation géopolitique et sociale

Nous sommes passés d'une confiance exagérée dans la fluidité globale des économies et des cultures, au retour d'une certaine forme de démondialisation liée, en Occident, à la montée du populisme face à la décrédibilisation des décideurs politiques et, partout ailleurs, au refus de la domination américaine qui s'exprime notamment par la ré-idéologisation du pouvoir chinois, la réémergence de l'ambition impériale russe et le recul de l'Occident en Afrique.

Cette évolution a été évidemment accélérée par les trois grandes crises « centennales » qui se sont en fait produites en l'espace de 15 ans : la crise financière (la plus lourde après 1929) ; la crise sanitaire (la plus rude après la grippe espagnole de 1917/18) ; la guerre européenne (la plus « mondiale » et meurtrière après la guerre de 40).

Cette démondialisation relative a quelques effets économiques majeurs :

- Le ralentissement inévitable de la croissance mondiale, du commerce extérieur, et la re-domestication d'une partie des chaînes de valeurs ;
- La fin des politiques de concurrence loyale et de règles du jeu communes en matière de commerce et d'investissements (voir « Inflation Regulation Act » américain), et la montée d'un mercantilisme favorable aux nations les plus grandes et les plus riches ;
- La résurgence de l'inflation mondiale, résultant de la moindre exploitation internationale de l'emploi bon marché des pays émergents, de la montée des prix et/ou de l'insuffisante disponibilité des ressources fossiles ou agricoles, du coût massif de la transition énergétique et climatique ;
- En liaison avec ces évolutions, un accroissement des fragmentations sociales, en particulier en Occident, en raison de la hausse structurelle des prix de l'énergie au-delà de celle provoquée par la guerre, de l'inflation des produits de première nécessité, qui touche sérieusement les plus faibles au moment où se renforce la concentration en une minorité de mains des bienfaits de la nouvelle phase de « destruction créatrice » provoquée par l'innovation et la digitalisation.

3) Une démographie combinant vieillissement et montée de l'Afrique

Ce double mouvement démographique va impacter les équilibres mondiaux à des degrés divers :

- De manière limitée aux US, compte-tenu de leur position géographique et de leur capacité politique et culturelle à adapter leurs pratiques migratoires aux besoins de leur économie ;
- De manière plus tangible en Asie (la Chine sera-t-elle veillée avant d'être mondialement puissante ?) ;
- Et assez massivement en Europe qui devra gérer son propre vieillissement par des politiques d'immigration politiquement sensibles et se préoccuper aussi de la dynamique démographique de l'Afrique, en trouvant le bon tempo entre soutien à la croissance et réponses aux pressions migratoires.

4) La montée des déséquilibres financiers

Les crises successives, combinées avec la facilité des taux très bas, ont massivement réendetté les Etats. Cela affecte d'abord les pays émergents ne disposant pas de ressources rares, et les pays développés à monnaie étroite (Grande-Bretagne). Les Etats-Unis sont épargnés du fait du statut du Dollar ("leur monnaie, notre problème"). Et l'Eurozone en est transitoirement protégée du fait de la taille de sa monnaie et de sa démonstration de solidité lors de la crise de 2012/2013.

Mais le retour durable à des taux d'intérêt plus élevés paraît inévitable. Il rend la situation très fragile, et la complaisance actuelle des marchés financiers, abondants et liquides, va probablement laisser place à une exigence renforcée de rigueur budgétaire, en particulier à l'égard des pays européens les plus endettés, dont la France fait partie.

Il est probable que nous fassions durablement face à une économie mondiale ralentie par les déséquilibres financiers et le niveau des taux d'intérêt, et à des politiques de finances publiques nationales contraintes à des réductions de dépenses publiques fortes et soutenues.

5) L'accélération de l'économie de la connaissance et de l'innovation

Les succès stupéfiants de l'intelligence créative et la cacophonie décevante de l'intelligence politique sont les marqueurs du monde actuel et futur.

En sont témoins : la crise financière de 2008 (la perte du contrôle de la monnaie par les états souverains face à la montée aussi immaîtrisée que sophistiquée de l'innovation financière) ; le COVID (la rapidité de la recherche médicale à inventer les vaccins et de la digitalisation à éviter l'arrêt des économies) ; la guerre russe (impéritie politique réciproque et succès de la technologie contre la puissance classique).

L'avenir appartient donc plus que jamais à ceux qui maîtrisent une part de l'économie de la connaissance. Chacun doit et devra, dans les domaines qu'il juge relever de son avantage comparatif, être à la pointe de la créativité et de l'innovation.

« Chacun » veut dire les décideurs publics dans leurs politiques globales, aussi bien que les individus dans leur développement personnel, tant il est vrai que les inégalités vont continuer de se creuser entre ceux qui, du fait de leur contexte familial et social ou du soutien d'un système éducatif performant, auront l'opportunité d'accéder à la connaissance, et ceux qui en resteront éloignés.

6) La montée des pouvoirs "Bottom Up"

Le monde, qui fût dirigé « Top down » par des gouvernements nationaux qui avaient à traiter un environnement d'abord domestique entre des frontières fermement établies, se gère maintenant « Bottom up », les États-Nations perdant en pertinence face au mouvement croisé de globalisation et de décentralisation des défis et des solutions : l'exemple le plus clair est celui du changement climatique, certes phénomène global, mais aux impacts locaux diversifiés ; les réponses à lui apporter relèvent de technologies le plus souvent conçues globalement, mais selon des processus de recherche décentralisés ; et ces réponses doivent être adaptées et appliquées en fonction de leurs impacts territoriaux et du caractère nécessairement local de leur mise en œuvre.

Désormais la puissance reste plus que jamais aux mains des grands empires, mais le mouvement économique et social appartient aussi, et de plus en plus, aux acteurs décentralisés. Entre les deux, l'air se raréfie.

Impacts corses

Comment ces grands mouvements impactent-ils la Corse, positivement ou négativement, et quels types d'actions appellent-ils ?

On s'essaie, à titre introductif, à une petite énumération de nos atouts et de nos défis dans ce contexte.

1) Nos atouts :

La transition climatique et énergétique sert la Corse. Le réchauffement et le dérèglement l'affecteront comme bien d'autres régions, mais son relief, sa disponibilité en eau et en énergies renouvelables et son potentiel agricole la mettent - sous réserve d'inventaire - dans une situation privilégiée.

Si, dans ce contexte la Corse sait se définir comme une île belle, écologique et propre, on peut penser que tout à la fois son attractivité au cœur de l'Europe et sa capacité au développement territorialement et humainement équilibré en seront accrus.

De la même manière, le handicap géographique de l'insularité devrait se trouver réduit par l'expansion des énergies locales, le développement des circuits courts, comme par la poursuite du développement de l'économie numérique et du travail à distance (une forme d'« offshoring domestique »).

L'identité culturelle corse, si elle est pratiquée comme une communauté de destin ouverte, pourra renforcer le lien local, face à la montée des fractures géopolitiques et sociales ;

Enfin, argument autant qu'atout, il paraît clair qu'au-delà d'une revendication politique, la reterritorialisation des décisions publiques et la réduction de la dépendance aux aléas extérieurs sont nécessaires pour répondre aux nouveaux enjeux de la transformation : la vérité affirmée du centre appréhende et répond de plus en plus mal aux impacts naturels, économiques et sociologiques locaux des évolutions nouvelles, fussent-elles globales.

2) Nos défis

Nos faiblesses et nos défauts sont autant de défis à relever pour tirer parti de nos atouts :

- Accentuer nos efforts vers un état de droit solide. C'est évidemment nécessaire à l'adhésion citoyenne et à l'exercice serein des libertés publiques, mais essentiel aussi au développement confiant des activités économiques ; sans action résolue dans ce domaine, les citoyens resteront intimement résistants à conférer à leurs dirigeants insulaires les compétences et les moyens dont ils auront besoin, en particulier en matière financière (voir ci-dessous) pour assurer l'avenir. Et les entrepreneurs resteront réticents à investir ;
- Réduire notre dépendance à l'Etat dans l'exercice des politiques publiques. Cette dépendance s'affiche comme institutionnelle, mais elle est aussi et peut-être avant tout une dépendance financière. Celle-ci va devenir de plus en plus contraignante à mesure que les besoins de la Collectivité corse vont être amplifiés par les lourds investissements (énergie, eau, enseignement-recherche, aménagement territorial, soutiens sectoriels...) nécessités par la transformation, pendant que l'État se trouvera lui-même obligé à des politiques budgétaires plus rigoureuses. La Corse sera donc conduite à s'efforcer de mobiliser des ressources propres tirées de son économie, de son tourisme, et de l'appropriation publique d'une partie de la rente foncière (qui est à la Corse ce que le pétrole est à un Émirat !) pour faire face à ses investissements ;
- Renforcer le tissu entrepreneurial : celui-ci désormais existe, et les entrepreneurs corses, dans l'île et ailleurs, commencent à faire la preuve de leur talent et de leur vitalité. Mais ce socle est encore petit et fragile, et une action déterminée est nécessaire pour le faire croître ;
- Créer une véritable "Économie de la connaissance" qui nécessite de mettre la Corse en état de donner une éducation de qualité à tous ses enfants, d'amener les meilleurs au niveau d'excellence, et de mener une politique universitaire et

de recherche ambitieuse dans les secteurs correspondants à nos priorités économiques, pour atteindre les meilleurs niveaux internationaux ;

- Renforcer le lien social et l'unité insulaire, par un effort soutenu de réduction des inégalités. Sur le dernier quart de siècle, le revenu par habitant s'est accru significativement plus vite en Corse que sur le continent. Mais les fruits de ce progrès ont été très inégalement partagés, et le taux de pauvreté y est élevé. La plus juste répartition de la croissance insulaire doit être au cœur des politiques publiques.